



CAMPUS

Pénurie : l'alerte des écoles d'ingénieurs

La Conférence des directeurs des écoles d'ingénieurs demande aux candidats à l'élection présidentielle que 50 000 élèves soient diplômés chaque année, contre 35 000 aujourd'hui

Réveillez-vous ! » C'est par cette interpellation que la Conférence des directeurs des écoles françaises d'ingénieurs (CDEFI) vient de présenter ses propositions et demandes aux candidats à l'élection présidentielle. Principale revendication : l'augmentation de 50 % du nombre de diplômés des écoles d'ingénieurs au cours du prochain quinquennat, pour porter leur nombre de 35 000 à 50 000 par an.

En France, les diplômés des écoles d'ingénieurs ne connaissent pas la crise, et le besoin de ces experts devrait se faire ressentir de plus en plus au cours des prochaines années. Le mouvement de départ à la retraite des ingénieurs crée un impératif, selon la CDEFI – il doit plus que doubler en vingt ans, et passer de 7 500 en 2012 à 18 000 prévus en 2032. « Dans le monde numérique, les recrutements sont déjà difficiles, et la moitié des métiers de 2030 n'existent pas encore », ajoute François Cansell, président de la

CDEFI, pour mieux souligner l'urgence d'investir dans la formation des ingénieurs.

« Pour rester dans la compétition », il estime nécessaire de dépenser davantage dans la formation de chaque ingénieur. L'investissement par élève et par an s'élève à 11 000 euros en France, contre l'équivalent de 15 720 euros aux Etats-Unis et de 19 050 euros en Suisse, plaide François Cansell. Il prône d'ailleurs une attention particulière à la transition numérique, mais aussi des efforts afin d'encourager la féminisation et l'ouverture sociale des formations.

Développer l'apprentissage

Aujourd'hui, 28,4 % des élèves ingénieurs sont des jeunes femmes, une proportion qui a triplé en vingt-cinq ans mais qui reste loin de la parité visée. François Cansell demande que l'opération « Ingénieuses » lancée par la CDEFI – un concours et une campagne de sensibilisation pour faciliter l'éclosion de vocations d'ingé-



nieures – soit déployée par l'Etat. Pour ses élèves, la CDEFI réclame aussi des efforts pour développer le logement étudiant et les cautions solidaires de loyer, l'attribution d'un « pass culture gratuit » ou encore la possibilité de travailler plus facilement pour leurs écoles à travers la création d'un « chèque emploi étudiant ».

Au total, c'est une enveloppe de 700 millions d'euros supplémentaires qu'il faudrait mobiliser sur cinq ans pour tenir de tels objectifs, a calculé la CDEFI. Elle ne se prononce pas sur la façon d'obtenir de tels moyens, qui pourraient venir du budget de l'Etat, des collectivités locales, mais aussi de l'augmentation des droits d'inscription ou des ressources propres (formation continue, contrats de recherche...).

Entre autres propositions, la CDEFI demande également le développement de l'apprentissage, qui concerne aujourd'hui 13 % des élèves ingénieurs et permet notamment de diversifier le recrute-

ment en direction des diplômés de BTS, de DUT ou de licence. Mais elle appelle à prendre en compte l'ensemble des coûts du dispositif, qui ne sont couverts, selon elle, qu'à 68 % aujourd'hui.

Faciliter les regroupements

Enfin, les directeurs des écoles d'ingénieurs demandent plusieurs assouplissements réglementaires, notamment pour que les antennes de ces écoles à l'étranger puissent délivrer des diplômes français. Et aussi pour faciliter les regroupements d'instituts technologiques, comme ceux qui ont lieu entre les écoles des Mines et celles des Télécoms : « Des métropoles comme Barcelone, Madrid, Lausanne, Turin ou Munich font cohabiter une université généraliste avec une université technologique ou polytechnique », conclut François Cansell. Ce qui, selon lui, améliore aussi la visibilité internationale de ces formations. ■

ADRIEN DE TRICORNOT